

Aurélien ANTOINE

Professeur des Universités
Agrégé de Droit public
Faculté de Droit de Saint-Étienne
Université Jean-Monnet
Université de Lyon
aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr



Spécialités : droits constitutionnel et administratif britanniques, droit administratif français (droit public des affaires, institutions culturelles)

Membre du CERCRID – UMR 5137

Membre de la Société de Législation Comparée (Section « Droit de l'action publique » et « Droit constitutionnel »)

Membre de la *UK Constitutional Law Association*

Membre de l'Association Française de Droit Administratif

Membre de l'Association des Juristes Franco-Britanniques

PARCOURS UNIVERSITAIRE

1^{er} septembre 2012 Affectation à la Faculté de Droit de l'Université Jean-Monnet - Saint-Étienne

21 juin 2012 Lauréat du premier concours national d'agrégation de Droit public (jury présidé par Didier Truchet)

30 juin 2008 Affectation à l'Université de Clermont-Ferrand I, Faculté de Droit, 1^{re} session 2008

Mars 2008 Qualification aux fonctions de maîtres de conférences par le Conseil national des Universités

2007 Doctorat en droit public. Intitulé de la thèse : « Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence ». Soutenance le 5 décembre 2007, à Grenoble. Jury composé de MM. le Professeur Sébastien Bernard (directeur de thèse), le Professeur Jean-Yves Chérot (rapporteur), le Professeur Michaël Karpenschif (rapporteur), le Président Bernard Stirn, et le Doyen Marcel-René Tercinet.

2002-2003 Mention très honorable avec les félicitations du jury
DEA Droit public fondamental (option droit interne, mention Bien, major)
Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

2001-2002 Maîtrise de Droit public (option droit interne, mention Bien, major)
Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

2000-2001 Licence en Droit (mention Assez bien)
Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

1999-2000	Seconde année de DEUG (mention Assez bien) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II
1998-1999	Première année de DEUG (mention Bien) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II
1998	Baccalauréat, Série Économique et Sociale (mention Très Bien) Lycée International Stendhal, Grenoble

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Licence 1 : Droit constitutionnel, Culture générale
 Licence 3 : Droit des contrats administratifs
 Masters 1 et 2 : Droit public des affaires, droit des biens publics, droit constitutionnel comparé
 Licence Franco-Brésilienne, Université de Sao Paulo : Droit public économique
 Formation professionnalisante : Le *Brexit*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Depuis 2017	Vice-doyen chargé des Relations internationales et de la Communication à la Faculté de Droit de Saint-Étienne Responsable de l'École doctorale de Droit ED 492 des Universités de Lyon et Saint-Étienne
Depuis 2013	Vice-doyen chargé des Relations internationales à la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2013	Président de la Commission locale de recrutement de Saint-Étienne Membre du Conseil de Faculté
2013-2015	Chargé de mission à la Coordination des Masters de la Faculté de Droit de Saint-Étienne

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Depuis 2017	Responsable de la formation courte professionnalisante « Le <i>Brexit</i> », Université Paris I Panthéon-Sorbonne
Depuis 2015	Porteur et directeur du Collège de Droit - Parcours « Droit, Sociétés, Langues » de la Licence de la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2012	Codirecteur du Master 2 Droit des contrats publics (cohabilitation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2012-2014	Coresponsable du Master 2 Droit public financier (cohabilitation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2011-2013	Codirecteur du Master 2 Droit du patrimoine historique et culturel École de Droit - Clermont-Ferrand Université

RECHERCHE COLLECTIVE

Depuis 2017	Créateur et directeur du site de recherches et de productions scientifiques de L'Observatoire du <i>Brexit</i> (https://brexit.hypotheses.org/)
2017	Direction du numéro spécial « <i>Brexit</i> » de la <i>Revue du Droit public et de la science politique à l'étranger</i> , 2017/2.

Depuis 2016	Responsable de l'axe « Production et Interaction des normes » du CERCRID UMR 5137 Contributeur et évaluateur pour le blog de la revue <i>Jus Politicum</i> , initiateur de la rubrique de suivi du <i>Brexit</i>
Depuis 2015	Participation au groupe de recherche dirigé par Thomas Perroud et soutenu par le C.E.R.S.A. - Paris II « Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative » (travail sur les arrêts du Conseil d'État des 18 dé. 1959, <i>Société des Films Lutétia</i> et du 27 oct. 1995, <i>Morsang-sur-Orge</i>)
2014-2017	Membre du Groupe de Recherche sur l'Étude comparée de la rédaction des décisions des juridictions constitutionnelles (Université de Bourgogne, dir. Fanny Malhière)
2015-2016	Responsable du Groupe « Fondements de la responsabilité » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (Paris)
2013-2014	Membre du Groupe « L'acte administratif à portée générale » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (dir. Benoît Delaunay)
2008-2011	Coresponsable avec Florent Garnier du projet « <i>Patrimonium</i> » sur le droit du patrimoine historique et culturel - Approche comparée France-Chine (organisation de manifestations à l'Université Renmin de Pékin et Clermont-Ferrand)

PUBLICATIONS

1. *Ouvrages individuels et collectifs :*

- *Le Brexit*, Dalloz, coll. Les Connaissances du Droit, à paraître 2019.
- *Droit constitutionnel britannique*, LGDJ, coll. Systèmes, 1^{re} éd., 2016 ; 2^e éd., 2018, 206 p. (préf. de Lord Mance, vice-Président de la Cour suprême et avant-propos du Pr. Anthony W. Bradley).
- Codirection de l'ouvrage *La responsabilité de la puissance publique en droit comparé*, Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2016, en collaboration avec Terry Olson.
- Direction de l'ouvrage *Le droit public britannique : Enjeux et Perspectives*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2015, 320 p.
- Codirection de l'ouvrage *Patrimonium. Espaces patrimoniaux - Enjeux juridiques, politiques et environnementaux*, LGDJ, 2013, 271 p., en collaboration avec Florent Garnier.
- *Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence*. Préface de Sébastien Bernard et avant-propos de Bernard Stirn, LGDJ, 2009, tome 261, 462 p.

2. *Site de production scientifique :*

Observatoire du Brexit (articles de fond, billets d'actualité et revues bibliographiques) : <https://brexit.hypotheses.org/> (depuis 2017).

3. *Articles*

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé

- Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni, in B. Bertrand, S. Cassella, C. Rappoport, *La nationalité au carrefour des droits*, 2018, à paraître (65 000 caractères).
- La loi électorale au Royaume-Uni, Ph. Lauvaux, J. Massot, *La loi électorale en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2018, à paraître (63 000 caractères).
- Humour et droit au Royaume-Uni, in S. Regourd, S. Saunier, D. Guignard (dir.), *Rire, Droit et Société*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et Essais, 2018 (31 000 caractères).
- Un premier accord au forceps, L'Observatoire du *Brexit*, 13 décembre 2017 (21000 caractères).
- Le *Brexit* : une affirmation des valeurs britanniques ?, *Esprit*, décembre 2017.
- La Cour suprême du Royaume-Uni, in F. Malhière, Étude comparée de la rédaction des décisions des juridictions constitutionnelles, site du G.I.P. Droit et Justice, 2017 (64000 caractères).
- La Chambre des Lords, in Ph. Lauvaux, J. Massot, *L'État présent du bicamérisme en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2017 (45000 caractères).
- Les pouvoirs d'urgence et le terrorisme au Royaume-Uni, in P. Mbongo, D. Ribes, *L'état d'urgence [après] les attentats de Paris. Textes, pratiques et discours*, Berger-Levrault, 2017 (65800 caractères).
- Le *Brexit* et le droit constitutionnel britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2017, p. 261. Direction du dossier spécial *Brexit* du n° 2 de 2017 (58600 caractères).
- *Brexit*, Année 0, L'Observatoire du *Brexit*, 31 mars 2017 (22 000 caractères).
- La liberté de manifestation au Royaume-Uni, *Jus Politicum*, n° 17, 2017 (51500 caractères).
- Le *Brexit* et le droit constitutionnel britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, à paraître, 2017 (58600 caractères).
- Les pouvoirs d'urgence et le terrorisme au Royaume-Uni, in P. Mbongo, D. Ribes, *L'état d'urgence [après] les attentats de Paris. Textes, pratiques et discours*, Berger-Levrault, à paraître, 2017 (65800 caractères).
- Le *First-Past-The-Post* au Royaume-Uni. Pour une approche systémique, in *Mélanges en l'honneur de Dominique Turpin*, LGDJ, coll. Des Mélanges du Centre Michel de l'Hospital, 2017 (37300 caractères).
- Le droit britannique et les ordres juridiques européens, in B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques - Bilan, Enjeux, Perspectives*, LGDJ, 2016, en collaboration avec D. Fairgrieve (61800 caractères).
- La Chambre des Lords, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2016 (45000 caractères).
- *Rule of law* et ordre public au Royaume-Uni, *Archives de Philosophie du Droit*, tome 58, 2015, p. 243 (60000 caractères).
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Le cas britannique, in J. Arlettaz, J. Bonnet, *L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Du juge des droits au juge du Droit*, Pédone, 2015 (44000 caractères).
- Les actes à portée générale au Royaume-Uni, in B. Delaunay (dir.), *L'Acte administratif à portée générale et son contrôle juridictionnel. Étude comparative*, Société de Législation Comparée, 2015 (59000 caractères).
- Chronologie raisonnée de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, de la Grande-Bretagne, puis du Royaume-Uni, *Juspoliticum*, n° 14, juin 2015 (93600 caractères ; mise à jour constante sur le site de la revue).
- Les rapports entre les autorités de concurrence et de régulation au Royaume-Uni, in G. Eckert, J.-Ph. Kovar (dir.), *L'interrégulation*, L'Harmattan, 2015 (37700 caractères).
- Les sources des procédures administratives au Royaume-Uni, in AFDA, *Les procédures administratives*, Dalloz, 2015 (52000 caractères).
- La *Secondary legislation* au Royaume-Uni, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *La législation déléguée*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2014 (66800 caractères).
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ?, in E. Cherrier, S. Guérard, (dir.), *La régionalisation en Europe. Regards croisés*, Bruylant, 2014 (40300 caractères).
- La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles Royaume-Uni/France, in M. Dutu (dir.), *Le patrimoine : évolutions et acceptions possibles*, Académie roumaine et Société de Législation Comparée, 2014 (45800 caractères).

- Écrire les décisions de justice... Une comparaison franco-britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2014, n° 3, p. 759, en collaboration avec D. Fairgrieve (75400 caractères).
- Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *Les mutations constitutionnelles*, Société de Législation Comparée, Coll. Colloque, vol. 20, décembre 2013 (82100 caractères).
- L'ordre public au Royaume-Uni, in Ch.-A. Dubreuil (dir.), *L'ordre public*, Cujas, 2013 (71100 caractères).
- L'avenir de la Chambre des Communes à la suite des élections du 6 mai 2010, *Revue française de droit constitutionnel*, octobre 2011, n° 88 (81700 caractères).
- La question de l'adoption d'un nouveau « Bill of Rights » au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2010, n° 3 (80600 caractères).
- La réforme de la Chambre des Lords : chronique d'une révolution au long cours (1999-2007), *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2008, n° 5 (75130 caractères).
- Les enjeux de la création d'une Cour suprême au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2008, n° 2 (23400 caractères).

- Droit public des affaires

- Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions : éléments de réflexions conclusifs, in J.-F. Calmette, *Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions, Actes du colloque du 29 septembre 2016*, préf. d'Y. Picod, Éditions Mare et Martin, à paraître, 2017 (28600 caractères).
- Histoire de la réglementation économique, in J.-C. Videlin (dir.), *La réglementation économique : une persistance*, Lexis-Nexis, 2016 (40000 caractères).
- Les expériences étrangères d'ouverture de l'accès aux données publiques, *AJDA* 2016, p. 81 (35000 caractères).
- La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence, in Ch. Dubreuil (dir.), *Regards croisés sur le droit administratif en France et en Russie*, PUF, Thémis-Actes, 2015 (42700 caractères).
- L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques, *Revue française de droit administratif*, 2014, p. 814 (31580 caractères).
- La sanction administrative des pratiques anticoncurrentielles à la suite de l'affaire du cartel de l'acier, *Revue française de droit administratif*, 2010, n° 6, en collaboration avec Jean-François Calmette (84400 caractères).
- L'impact du droit de la concurrence sur la délimitation des prérogatives de puissance publique. Aperçu de droit administratif français, *Revue européenne de droit de la consommation*, octobre 2010 (66300 caractères).

- Droit administratif

- Commentaire sous Conseil d'État du 27 octobre 1995, *Morsang-sur-Orge et Commune d'Aix-en-Provence*, in T. Perroud (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, coll. Les Grandes décisions, 2018, à paraître (75 000 caractères).
- Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers, in Actes du Colloque « La santé à l'épreuve de la rareté », Presses Universitaires d'Aix-Marseille et Université *Via Domitia* de Perpignan, septembre 2013, p. 61 (31900 caractères).
- *L'intuitus personae* dans les contrats de la commande publique, *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 5, p. 879 (104700 caractères).
- Responsabilité de l'État et déportation des Juifs. Réflexions à partir de l'avis d'Assemblée du Conseil d'État du 16 février 2009, *Mme Hoffman-Glemane*, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, octobre 2009, n° 80 (64000 caractères).

4. Notes de jurisprudence

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé
- Quand Naomi Campbell fait la une ... du droit de la Convention européenne des droits de l'homme. Commentaire sous l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, *Mgn Limited c/ Royaume-Uni* du 18 janvier 2011, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2011, n° 88 (33500 caractères).
- Droit public des affaires
- Participation à la chronique d'actualité du droit public économique - Rubrique « Libertés économiques » au *JCP A* (années 2016 et 2017).
- Normes techniques et libertés économiques, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (24900 caractères).
- Atterrissage forcé pour la libre concurrence. Note sous CE, 3 mars 2009, *Syndicat national des pilotes de ligne*, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (6400 caractères).
- Développement de l'activité commerciale et gestion du domaine public d'un site patrimonial remarquable, *Tourisme et Droit*, Dalloz, avril 2009, n° 108 (16500 caractères).
- Réseaux électriques et réseaux ferroviaires, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 18 (24700 caractères).
- Droit social, droit de la concurrence et juge administratif, *AJDA*, 2008, n° 31 (39000 caractères).
- La protection des personnes publiques face aux pratiques anticoncurrentielles des cocontractants, *Revue Lamy concurrence*, 2008, n° 16 (17000 caractères).
- Le dol concurrentiel devant le Conseil d'État. Commentaire de la décision du Conseil d'État du 19 décembre 2007, *Société Campenon Bernard et autres*, *Revue Lamy Concurrence*, 2008, n° 15 (30150 caractères).

5. Éditoriaux et tribunes

En sus des publications du site de l'Observatoire du Brexit que nous dirigeons et alimente (<https://brexit.hypotheses.org/>).

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé
- So What ? (les suites du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1939.
- Le Monde d'Hier (à propos du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1361.
- 2015, *AJDA* 2015, p. 1713, en collaboration avec Th. Perroud.
- Plaidoyer pour une meilleure connaissance des droits administratifs étrangers, *AJDA* 2013, p. 369.
- Droit public des affaires
- Le tirage au sort : Le "Temps du Mépris" pour l'Université ? *AJDA* 2017, p. 1417, en coll. avec Jean-François Calmette.
- Le Capital au XXIe siècle et le droit administratif, *AJDA* 2016, p. 1361, en collaboration avec Th. Perroud.
- La France et la concurrence, *AJDA* 2014, p. 1412.

6. Notes de lecture

- Notes de lectures sur les ouvrages de D. Grisay (dir.), *Brexit : Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques*, Larcier, 2017, 85 p. ; Ch. Bahurel, E. Bernard, M. Ho-Dac, *Le Brexit : Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant, 2017, 388 p. ; K. A. Armstrong, *Brexit Time. Leaving the EU - Why, How and When?*, CUP, 2017, 286 p. ; et F. Fabbrini (ed.), *The Law and Politics of Brexit*, OUP, 2017, *L'Observatoire du Brexit*, janvier 2018.

- Note de lecture sur l'ouvrage de Michael Gordon, *Parliamentary Sovereignty in the UK Constitution. Process, Politics and Democracy*, Hart Publishing, 2015, *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2016.
- Note de lecture sur l'ouvrage de Patrick Birkinshaw, *European Public Law*, Wolters-Kluwer, 2014. *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015.

7. Billets publiés sur le blog *Jus Politicum*, le Club des Juristes et le blog de l'UKCLA (non exhaustif)

- *Brexit* : Le ton monte, *Blog du Club des Juristes*, 6 mars 2018.
- No deal, Bad deal, U turn : Quelles contraintes constitutionnelles et politiques pour le *Brexit* ?, Blog de la revue *Jus politicum*, novembre 2017.
- *Brexit* Seen by a French Professor in Public Law, *UK Constitutional Law Association Blog*, avril 2017.
- La situation de Gibraltar dans le cadre du *Brexit*, *Blog du Club des Juristes*, 12 avril 2017.
- Le jugement *Miller* : la question de la convention Sewel - *Jus Politicum* (février 2017)
- Jugement de la Cour suprême dans l'affaire *Miller* - *Observatoire du Brexit* (janvier 2017)
- Chronique du *Brexit* : Le temps des premiers jugements - *Jus Politicum* (novembre 2016)
- Chronique du *Brexit* : Le temps des spéculations - *Jus Politicum* (octobre 2016)
- Réflexions sur le *Brexit* - *Jus Politicum* (août 2016)

8. Conférences, congrès et colloques à communication

- Participation à la table ronde organisée par le Cercle des Centraliens « *Brexit* : derniers mois de négociations » (Cycle Europe), 4 avril 2018.
- Participation à la table ronde organisée par la revue *Esprit* et la Maison de l'Europe, L'Europe, architecture institutionnelle ou projet politique ?, Maison de l'Europe de Paris, 16 janvier 2018.
- La loi électorale au Royaume-Uni, Colloque « La loi électorale en Europe ». Société de Législation Comparée, Conseil d'État, 10 novembre 2017.
- Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni. Colloque « La nationalité ». Faculté de Droit de l'Université de Rennes 2, 12-13 octobre 2017.
- Le *Brexit* du point de vue interne au Royaume-Uni, Identités et intégration européenne : le *Brexit* en perspective, Faculté de Droit de l'Université Jean-Moulin, Lyon III, 8 juin 2017.
- La notification de l'article 50 du TFUE devant les juridictions britanniques : souveraineté du Parlement et prérogative royale, Université Toulouse I-Capitole, 21 mai 2017.
- Point de vue comparatiste, Workshops autour du *Traité des rapports entre ordres juridiques. Conversations d'une société savante*, CERCRID, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, 11-12 mai 2017.
- Conférence sur l'ouvrage « Droit constitutionnel britannique », Université Jean-Moulin Lyon III, 8 février 2017.
- La liberté de manifestation au Royaume-Uni. Aspects de droit positif. Colloque « La liberté de manifestation ». Faculté de Droit de l'Université d'Aix-Marseille, 17-18 mars 2016.
- Humour et Droit au Royaume-Uni. Colloque « Rire, Droit et Société ». Faculté de Droit de l'Université de Toulouse I-Capitole, 3-4 décembre 2015.
- La Chambre des Lords. Colloque de la Société de Législation comparée « L'état présent du bicamérisme en Europe ». Conseil d'État, 16 octobre 2015.
- L'ordre public et le principe de *rule of law*, « L'ordre public », Colloque de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, 17-18 septembre 2015.
- Séminaire international A.N.R. de droit politique « Le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014 ». Institut Michel-Villey, Paris, 14 avril 2015.
- Libertés individuelles et corps social en tension : la position britannique ». Colloque « Repenser les libertés après le 7 janvier », Université Lyon III, 3 avril 2015.
- Le cas du Royaume-Uni ». Colloque « L'objectivation des contentieux des droits et libertés fondamentaux », Faculté de Droit de Montpellier, 12 décembre 2014.

- Modérateur et intervenant à la Matinée d'Études de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de Législation Comparée : « L'acte administratif à portée générale ». Conseil d'État, 20 octobre 2014.
- La *Secondary legislation* au Royaume-Uni ». Colloque de la Société de Législation comparée - « La législation déléguée ». Conseil d'État, 6 juin 2014.
- Les procédures administratives au Royaume-Uni ». Colloque de l'Association Française de Droit Administratif. Université Paris II Panthéon-Assas, 5-6 juin 2014.
- L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques ». Colloque du Groupe de recherche en droit public économique, Grenoble, « Culture et concurrence », 17-18 avril 2014.
- La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence ». Colloque « Regards croisés sur l'évolution du droit administratif en France et en Russie ». Clermont-Ferrand, 23-24 janvier 2014.
- Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles (France - Royaume-Uni) ». XVIe journées juridiques franco-roumaines, Bucarest, 30 mai-1^{er} juin 2013.
- Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente ». Colloque de la Société de Législation comparée « Les mutations constitutionnelles ». Conseil d'État, 5 avril 2013.
- Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers ». Colloque « La santé à l'heure de la rareté », Université *Via Domitia* de Perpignan, 14 décembre 2012.
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ? ». Colloque « L'administration locale au Royaume-Uni et en Irlande : si loin, si proches », Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 23-24 novembre 2012.
- Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur la thématique « Patrimoine, développement durable et entités locales ». École de Droit de Clermont-Ferrand, 26-28 septembre 2012.
- L'ordre public au Royaume-Uni ». Colloque « L'ordre public », Faculté de Droit de Clermont-Ferrand, 15-16 décembre 2011.
- Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur l'approche juridique et historique du patrimoine en Chine et en France. Faculté de Droit de l'Université de Renmin, Pékin, 5 et 6 juillet 2011.
- Le patrimoine : un enjeu de pouvoir pour les villes dans le cadre de la répartition des compétences ». Université d'Été du Puy-en-Velay - 25-27 juin 2009.
- Les prérogatives de puissance publiques à l'épreuve du droit de la concurrence. Actualités récentes. Conférence à la Faculté de Droit de Montpellier, Septembre 2009.
- Cycle de conférences auprès des élus de communes iséroises et hautes savoyardes : La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, quelles avancées ? Décembre 2008.
- Contribution à la table ronde lors du colloque « L'influence de la Convention européenne sur l'organisation et le fonctionnement des cours suprêmes. Le cas de la Cour suprême du Royaume-Uni ». Conseil d'État, 7 mars 2008.

DIRECTION DE THÈSES

- 2017 Direction de la thèse de Mlle Mathilde Pasquiou, « Le droit public et les crises économiques ».
- 2017 Codirection avec Guillaume Protière de la thèse de Mlle Pauline Souchal, « La démocratie managériale ».
- 2016 Direction de la thèse de Mlle Alice Lassale, « Le juge administratif et l'équité ».
- 2015 Direction de la thèse de Mlle Adeline Cassan, « La moralité publique. Étude de droit public ».
- 2014 Codirection avec David Mongoin de la thèse de Mlle Marie Debard « Tocqueville. Penseur du droit public ».

Rapporteur de jurys de thèses :

- L'équilibre des pouvoirs législatif et juridictionnel à l'épreuve des systèmes de protection des droits et libertés. Étude comparée États-Unis, Canada, Royaume-Uni, dir. G. Scoffoni, Université d'Aix-Marseille, 2017 (rapporteur).
- La protection juridique du patrimoine culturel en Chine, Z. Zhao, dir. F. Garnier, Université de Clermont-Ferrand I, 2013 (rapporteur).
- La protection des droits fondamentaux par la Cour de Justice de l'Union européenne, A. Remedem, dir. B. Bonnet, Université de Clermont-Ferrand I, 2013 (rapporteur).
- La lustration dans les États post-communistes européens, M. Ulla, dir. D. Turpin, Université de Clermont-Ferrand I, 2013 (rapporteur).

Participation à deux autres jurys de thèse sans être rapporteur.

FONCTIONS D'ÉVALUATION

- Depuis 2018 Évaluation d'articles pour la *Utrecht Journal of International and European Law*.
- Depuis 2016 Évaluation de thèses dans le cadre de l'attribution du prix de thèse du Centre français de droit comparé.
Évaluation d'articles pour la revue *European Public Law* (dir. P. Birkinshaw).
Membre des Comités de suivi de thèse de l'École doctorale de Lyon.
- Depuis 2015 Évaluation d'articles pour la revue et du blog *Jus Politicum*.
- Depuis 2013 Membre de Comités de sélection des Facultés de Droit de Saint-Étienne, de Clermont-Ferrand, de Lyon III, et de Grenoble.